

Composition du Bureau Politique

- Jean-Claude Le Scornet : secrétaire national, porte parole
- Jean-Claude Genêt : secrétaire national (entreprise - économie)
- Guy Laberit : secrétaire national (relations internationales)
- Marie-Françoise Pirot : secrétaire national (relations avec les fédérations - vie interne)
- Patrick Santini : secrétaire national (initiatives extérieures - prospective)
- Gérard Andrieux : trésorier
- Jean-Jacques Boislarousse
- Didier Claude
- Gabriel Granier

associés
- Liliane Dayot
- Marc Gicquel (écologie)
- Gérard Marroncle
- Bernard Ravenel

L'international au 17ème Congrès

Le vendredi soir 16 décembre, un débat sur le thème "Europe, maison commune" avait permis de confronter avec les congressistes du PSU les points de vue du professeur Egorov, collaborateur de l'IMEMO (Institut des relations internationales de Moscou) et de Imma Hillerich, député des Grunen au Bundestag.

Le samedi 17, de nombreuses délégations internationales sont intervenues devant le Congrès :

- l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) : Ahmad Abdel Razeq, directeur adjoint du bureau de l'OLP à Paris ;

- le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) : Wassissi Iopuá, porte parole du FLNKS en France ;

- l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) : Camille Rabin, représentant l'UPLG en France ;

- le Parti africain pour l'indépendance (Burkina Faso) : Joseph Balima, dont nous publions les déclarations ; d'autres le seront dans un prochain numéro.

Plusieurs délégations européennes étaient présentes :

- Imma Hillerich, député verte au Bundestag, représentant officiellement (en raison de problèmes politiques internes) Die Grunen ;

- La Ligue des communistes yougoslaves : Boris Muzevic, secrétaire exécutif de la présidence du comité central de la LCY ; accompagné de Wojislav Maletic, conseiller diplomatique.

- Democrazia proletaria : Raffaele Chiarelli ;

Un représentant de l'opposition chilienne, Manuel del Rio, de la gauche chrétienne est intervenu.

Messages

Messages des organisations non présentes

Chers amis,

En raison d'engagements antérieurs, il m'est impossible d'assister à votre congrès.

Je vous remercie pour votre invitation. Je souhaite plein succès à vos travaux. Fraternellement

José Palau
Secrétaire de la Commission Paix
Comité Central du PCE.

Chers amis,

Il m'est impossible de participer à votre congrès, en raison d'une importante réunion de notre comité national.

Nous souhaitons plein succès à votre débat sur l'Europe et l'alternative autogestionnaire.

Nous attendons avec intérêt vos résolutions

Saluts fraternels,

Ramon Penagamicano
Euscaldiko Ezkerra
Secrétaire aux relations internationales

Message du Front Démocratique des Comores au 17ème Congrès du Parti Socialiste Unifié.

Cher(e)s Camarades,

Nous adressons nos chaleureuses salutations fraternelles au 17ème Congrès du Parti Socialiste Unifié. Nous souhaitons à tous les délégués bon travail pour contribuer efficacement à la construction d'une alternative socialiste autogestionnaire et écologiste en France. Depuis sa création en 1960, votre organisation n'a jamais ménagé ses efforts pour dénoncer le colonialisme et l'impérialisme.

Notre organisation se réjouit des rapports fraternels qui existent entre nos deux organisations. Nous avons apprécié votre solidarité avec notre combat pour l'avènement de la démocratie aux Comores. Au moment où votre pays célèbre le 40ème anniversaire de la déclaration univ-

erselle des Droits de l'Homme la préoccupation de notre parti concerne la défense des libertés démocratiques. En effet, cela fait plus de trois ans que le régime d'Ahmed Abdallah soutenu par la France et l'Afrique du Sud continue d'emprisonner arbitrairement le premier secrétaire de notre organisation Moustoïfa Saïd Cheikh.

Pour une solidarité fondée sur des valeurs de progrès et pour une solidarité fondée sur la convergence d'intérêts de nos peuples.

Le Bureau Politique de l'OCDM, représentant en France du Front Démocratique des Comores.

Messages des organisations présentes

Discours de Mr Ahmad Abdel-Razek Directeur adjoint du Bureau de l'OLP à Paris

Chers amis et camarades,

Permettez-moi de vous transmettre, à cette occasion, les salutations militantes et le soutien agissant de l'OLP, de son chef Yasser Arafat, ainsi que de notre peuple palestinien qui fête en janvier malgré le sang et la douleur son grand et victorieux soulèvement.

Chers camarades,

Rares sont ceux qui n'ont pas vu les images inqualifiables de la répression dans la Palestine occupée, et constaté par la même occasion la détermination de notre peuple dans son combat pour la liberté, la dignité et l'indépendance.

Le soulèvement palestinien, a eu au moins ce résultat positif, à savoir d'avoir aidé à la prise de conscience par l'opinion publique internationale du véritable visage de la politique israélienne dans notre pays. En effet, se protégeant derrière une traditionnelle image de marque d'éternelle victime, Israël n'a cessé d'œuvrer, de la manière la plus pernicieuse, pour l'annihilation d'un peuple, en l'occurrence le peuple palestinien, dont il ne cache pas, d'ailleurs, vouloir annexer le territoire.

Jouant sur le sentiment de culpabilité occidentale, les dirigeants israéliens pensaient, pensent toujours, pouvoir occulter cette politique et faire passer, ce projet d'annexion des territoires palestiniens occupés. Seul le problème démographique soulevait, soulevait encore, la discussion. Après s'être désintéressés du sort et de l'avenir du peuple palestinien qui vit dans ses territoires, ils hésitaient entre deux solutions : provoquer un exode massif comme en 1948, ou œuvrer pour la dislocation politique et morale de la société palestinienne afin de l'empêcher de s'organiser et de revendiquer son indépendance.

Depuis 1948 aucun moyen n'a été épargné par les dirigeants israéliens pour faire aboutir leur stratégie : confiscation et contrôle des terres et des eaux, destruction de l'économie des territoires, négation de l'identité palestinienne, réduction des résistances, assassinats et déportations, des dirigeants ; sans parler de multiples formes de répression inhérentes à toute occupation.

A cette politique de destruction systématique de la société palestinienne est venue s'ajouter, ces dernières années,

la tentative israélienne d'assimiler la lutte pour l'indépendance palestinienne au terrorisme international. Ainsi, les dirigeants israéliens comptaient défigurer l'image de l'OLP et discréditer par conséquent la cause de l'indépendance palestinienne. Se déchargeant à l'avance de toute responsabilité à l'égard de ce peuple colonisé, ces dirigeants ne pouvaient être sensibles au climat raciste oppressif anti-palestinien que cette manœuvre allait inmanquablement créer au sein de la société colonisatrice. Ainsi chaque militant sioniste, les colons fanatisés en particulier, considérait comme de son devoir de contribuer par des provocations racistes, des actes de vandalisme et de terrorisme anti-palestinien à l'écrasement et à l'encerclement des palestiniens. De la politique officielle d'exclusion ils voulaient passer à la politique de déportation massive dont le fer de lance était les nouveaux colons des territoires.

L'occupation, la colonisation rampante, la désorganisation de l'économie, la tentative de la destruction de l'identité palestinienne, l'aggravation du climat raciste, la volonté de défigurer l'image de la résistance palestinienne, la détérioration et la précarisation des conditions de vie matérielles et morales, ne pouvaient pas durer éternellement.

C'est pour faire entendre leurs cris étouffés, revivifier la solidarité internationale, réanimer la conscience universelle, déchirer le silence complice de la plupart des Etats, que le peuple palestinien a pris le pari de la liberté et accepté de lancer ses enfants, son arme unique, symbole de sa dignité et détermination, contre les chars de l'occupant. C'est pour briser l'encerclement qu'il s'est jeté, à son corps défendant, dans un combat qu'il voudrait salutaire, donc ininterrompu, pour lui comme pour ses stupides bourreaux qui ont mis un demi siècle pour oser prononcer son nom au lieu de celui de terroriste, le voir, l'identifier et découvrir, enfin, après tous les refus et les négations, son existence.

Cependant, l'intifada n'a pas seulement aidé le monde à prendre conscience du drame de notre peuple, il a également permis par la même occasion, de reconnaître l'injustice dont ce peuple est victime. Et c'est sur la base de cette reconnaissance, et dans un souci de réparation,

que le Conseil national d'Alger a proposé la conclusion de la paix au Proche-Orient, en déclarant l'indépendance de l'Etat palestinien en application des résolutions des Nations-Unis, et sur la base de la légitimité internationale.

Mais quels arguments les dirigeants israéliens opposent-ils à cette proposition de paix ?

Les dirigeants israéliens restent opposés à tout dialogue avec l'OLP. Ils continuent de rêver de rétablir la situation d'avant l'intifada, au prix d'une nouvelle guerre israélo-arabe s'il le faut. Ils optent pratiquement pour la continuation et l'extension de l'affrontement.

Mais, nous sommes certains que cela ne marchera pas. L'opinion publique internationale n'accepte plus de cautionner une politique visant à nier l'existence même du peuple palestinien, et à éterniser l'agression.

Tout le monde est conscient aujourd'hui de la barbarie de cette colonisation raciste ainsi que de la nécessité et de l'urgence d'une solution apportant la paix pour la région, l'indépendance et la sécurité pour notre peuple qui n'a que trop souffert de l'oubli et de l'injustice.

Devant ce cas particulièrement néfaste de colonisation, les gouvernements et les peuples, ceux d'Europe en premier chef, ne peuvent pas ne pas prendre leur responsabilité d'autant plus que la puissance d'Israël, sa création même dans cette région du monde, doit beaucoup à l'aide multiforme de l'Occident, au détriment du peuple palestinien. C'est ce qui semble être réalisé avec la très positive prise de position en faveur de la déclaration de l'indépendance palestinienne, des dirigeants de la Communauté européenne. Nous attendons en effet que l'Europe use de tout son poids pour permettre au peuple palestinien d'exercer, dans les plus brefs délais, son droit national et libérer définitivement sa patrie.

Camarades,

L'occupation, il ne faut jamais oublier, toute occupation, est criminelle, elle est génératrice de haine et de violence qui empoisonnent la vie des peuples et menacent la paix internationale. Elle est un tort capital qu'aucun argument, quelle que soit sa nature et son origine ne saurait justifier.

Paris le 17.11.88.

2A, n°240 3 janvier 1989



Congrès du PSU. Pendant l'intervention de Pierre Juquin

Message du FLNKS Aux camarades congressistes du Parti Socialiste Unifié

Tout d'abord recevez au nom du peuple kanak les salutations les plus fraternelles et anticolonialistes.

Nous vous sommes très reconnaissants de votre soutien à notre lutte pour l'indépendance de Kanaky. Nous savons par votre pratique que vous avez toujours été à nos côtés dans les périodes les plus dures de notre combat de par vos positions anticolonialistes et antiimpérialistes.

Notre but en France a été d'élargir au maximum le mouvement de solidarité, et nous comptons sur tous ceux ou celles qui nous feront avancer dans ce sens.

L'opportunité du référendum du 6 novembre dernier a été une occasion à saisir pour dénoncer la situation coloniale en Nouvelle-Calédonie, où les kanaks sont toujours marginalisés de la vie politique, économique et culturelle.

Le Plan Rocard signé par le FLNKS vu le rapport de force avec le RCPR et le gouvernement socialiste français n'apporte rien de nouveau dans nos revendications principales : l'indépendance et le socialisme. Bien au contraire, ce plan précise pour 10 ans encore la présence et la domination française en Kanaky.

Aux yeux du gouvernement français nos morts ne suffisent pas. Il en faudra encore plus peut-être pour que la France reconnaisse le droit du peuple kanak à l'indépendance et mener en conséquence une politique de décolonisation.

En ce moment il remet le référendum à plus tard en 1998.

Retarder l'échéance pour qu'on le laisse gouverner tranquillement. Après on verra !

Il faudra encore que nous nous mobilisions pour faire avancer nos revendications. C'est le sentiment qui a prédominé à Hienghène le 4 décembre lors du Congrès

du FLNKS en reconduisant les structures du mouvement et en accélérant la récupération des terres.

Les Accords de Malignon, nous les avons signés pour trois raisons essentielles :

1) Faire libérer nos prisonniers politiques détenus en France et en Kanaky.

2) Indemniser les militants kanaks qui ont eu leurs biens saccagés ou brûlés par les forces de l'ordre pendant la période Pons-Chirac.

3) Engager un processus de décolonisation en dotant les provinces kanak de moyens pour asseoir l'indépendance.

Les Accords ont pour conséquence le retrait du statut raciste de Pons-Chirac. Pendant un an le Territoire sera alors administré directement par l'Etat en liaison avec le comité consultatif composé d'élus kanak et caldoches.

Sur les trois points énoncés plus haut, il faut être encore vigilant sur leurs applications sur le terrain. Les prisonniers kanaks sont toujours inculpés après leur libération des prisons parisiennes. Au Camp Est prison de Nouméa, il reste encore un prisonnier : Sylvestre Némoaré. Au niveau économique les militants indépendantistes de Népoui, Nakety et Canala se sont mobilisés pour investir l'économie en demandant à la SLN (Société Le Nickel) leurs parts dans les activités de la société.

Ne pas perdre l'aspect de la mobilisation permanente est le mot d'ordre d'ici 10 ans. Un bilan politique sera alors fait en 1990.

Notre pari c'est de construire le pays en vue de son indépendance. Nous devons engagé le processus depuis 1985 avec les régions Pisani-Fabius. Etre indépendant c'est produire également des richesses.

L'Etat doit aider les provinces kanak dans ce sens, prendre des mesures courageuses comme arrêter les importations des produits de consommation courante, les transferts énormes de l'Etat vers le Territoire qui engraisent les fonctionnaires sur place et font d'eux les plus acharnés de la lutte anti-indépendantiste. Saura-t-il le faire ?

Au lendemain de la fête du Bicentenaire de la Révolution française, le gouvernement doit prouver au monde entier que la France est un pays de Droits de l'Homme, qu'elle arrête de maintenir sa domination dans le Pacifique, les Caraïbes et en Méditerranée. Que la France respecte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Bien sûr c'est sur vous que nous nous appuyons pour dénoncer la politique coloniale de la France en Kanaky ou ailleurs.

**Vive la solidarité internationale
Bon congrès
Et merci pour tout.**

**Wassissi Iopué
Porte parole du FLNKS
en France**

Union Populaire pour la Guadeloupe

Camarades et amis,

Notre présence aujourd'hui dans votre Congrès est une manifestation de confiance et une appréciation positive de votre action anticolonialiste et antimpérialiste.

Votre problématique axiale, aujourd'hui consiste en la recherche des voies et moyens pour la construction d'un grand Mouvement ou Parti large et pluraliste. Mouvement qui doit prendre en compte les dimensions autogestionnaires, socialistes et écologistes. L'UPLG vous souhaite bonne chance et plein succès. Nous croyons que cette nouvelle structure sera toujours aux côtés des peuples opprimés et colonisés comme ceux des dernières colonies françaises.

S'agissant de ces peuples, le Nouveau gouvernement socialiste n'a pas manifesté son choix en matière de décolonisation totale. Au contraire, ils (les socialistes) ont manifesté depuis la campagne électorale pour ces présidences un choix clair :

"Poursuivre la décolonisation en accentuant l'intégration des DOM à la France et à l'Europe".

La droite française n'aurait pas dit mieux à ce sujet et comme vous, chers amis et camarades, vous savez qu'une grande fraction de la gauche à mal et digère très mal la question de la décolonisation et de l'indépendance des colonies. La caractéristique de cette gauche s'articule autour de reniements des engagements solidaires du passé et de renoncements.

Avant de vous dire quelques mots sur la question de l'Europe de 1993 nous avons vous dire qu'en Guadeloupe, le Mouvement de libération nationale s'active, lutte

réfléchit afin de trouver les meilleurs armes pour déjouer toute politique de renforcement et d'intégration française et européenne. Il s'agit pour nous de rechercher une plate-forme cristallisant les aspirations immédiates de notre peuple et les revendications de forces politiques et sociales les plus larges, créer un large mouvement majoritaire contre l'intégration européenne de 1993.

L'Europe de 1993.

Depuis la fin des années 1950, la Guadeloupe tout comme les autres colonies (Martinique, Guyane et Réunion) est intégrée à l'Europe.

Il est constaté et non contesté que cette intégration n'a pas fait de la Guadeloupe une "citadelle de développement et de prospérité". Cette Europe du grand capitalisme renoué n'amènera pas de profond développement pour notre pays. LA Guadeloupe, la Martinique et la Guyane sont déjà prévu dans les plans européens comme "plate-forme des sociétés multinationales et des capitalistes". Et d'ailleurs, dans des textes du Parlement européen ont parlé déjà de "postes avancés de l'Europe" pour l'accès à un Marché de plus de 500 millions de consommateurs. Dans cette grande bataille commerciale Europe/Amérique Latine nos pays serviront de pions. Tout le monde sait que lorsque "les éléphants font la guerre c'est le gazon qui souffre". Notre économie déjà malade et fragile disparaîtra sous l'effet de la grande concurrence et de l'invasion de société commerciale venues d'Europe.

Nos pays représentent quand même un enjeu capital. Nous faisons de la France, la 3ème puissance maritime, une puissance spatiale avec le centre de lancement de fusées de Kourou en Guyane. Nous servons également de bases de pré-positionnement militaires en cas de conflits.

Tous ces éléments feront que les autorités politique européennes rechercheront la stabilité politique et sociale. Elles ont, et commencent à les appliquer des plans "d'endigement" du Mouvement indépendantiste. Elles vont jusqu'au recours à l'élimination pure et simple de ce Mouvement sous les pressions des lobbies militaro-industriels.

Voilà chers congressistes les grands défis que notre peuple, nos organisations ont commencé à relever au nom des droits et principes sacrés des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom du Droit fondamental à la souveraineté nationale.

Nous disons non à l'intégration européenne !

Oui à la coopération avec l'Europe !

Oui à l'indépendance de la Guadeloupe !

Nous avons besoin encore de vous car la lutte devra également se mener en Europe contre le consensus qui est en train de se faire autour de "l'Europe tropicale".

C'est pour cela que nous souhaitons longue vie et de belles batailles à votre nouveau Mouvement.

Solidarités anticolonialistes et antimpérialistes !

Camille Rabin



Congrès PSU d'Angers.

Burkina Faso - Front Populaire Coordination du Front Populaire

Message au 17ème Congrès du Parti Socialiste Unifié (PSU)

Camarades progressistes,

Au nom de la coordination du Front Populaire, du Président du Front Populaire, le camarade Blaise Compaoré, nous saluons les assises de votre 17ème Congrès et vous remercions de l'invitation militante qui nous a été adressée.

C'est au nom de nos idéaux communs, traditionnellement bien défendus par le Parti Socialiste Unifié que je prends la parole pour réaffirmer notre solidarité de lutte anticolonialiste, anti-néo-colonialiste, antifasciste, solidarité de lutte contre l'apartheid, le sionisme et toute autre forme de discrimination raciale.

Le thème de votre Congrès se rapportant à un combat de rupture avec le mode de production capitaliste est aussi notre combat. Pour nous, c'est surtout ce mode de production qui a rompu ce double équilibre pourtant si vital entre l'homme et la nature d'une part, entre les hommes eux-mêmes d'autre part. La destruction de notre environnement, les graves menaces qui pèsent sur notre existence quotidienne à tous, vous comme principaux producteurs des déchets toxiques et nous de plus en plus comme poubelles silencieuses de ces déchets ou hôtes des industries les plus polluantes. Tout cela objectivement nous contraint à mener un combat écologique commun.

Par ailleurs, la recherche effrénée des profits, trait caractéristique du capitalisme a pour résultat l'aggravation des conditions de vie des travailleurs de par le monde, et surtout dans les pays sous-développés où l'état de dépendance va croissant, toute chose qui accroît la misère de nos masses laborieuses.

Pour mener à bien ces luttes communes, nous pensons que les révolutionnaires doivent découvrir des stratégies adoptées, celles que leurs histoires respectives leur assignent. Ainsi, au Burkina Faso, pays agricole arriéré, frappé de multiples handicaps après avoir longtemps été une colonie de main d'œuvre de l'impérialisme français, nous avons depuis 1983 choisi la voie de la Révolution Démocratique et Populaire nous nous sommes ainsi fixés comme objectifs majeurs :

- la victoire définitive sur l'impérialisme et les forces réactionnaires intérieures qui lui servent de relais et d'appuis.

- l'accroissement des forces productives par un dépassement qualitatif du système de production archaïque, surtout dans nos campagnes.

- l'élévation du niveau de vie de notre peuple.

2A, n°240 3 janvier 1989

Pour accomplir ces tâches essentielles, nous nous efforçons de rassembler toutes les forces révolutionnaires (communistes ou non) existantes dans notre pays, de soutenir les luttes révolutionnaires de tous les autres peuples.

Camarades, il est très difficile de diriger une révolution et la conduire à bon port. En tout cas, nous avons connu des moments d'avant gardisme juvénile, voire messianique. Ceci a historiquement conduit notre processus révolutionnaire à n'être que l'affaire de quelques jeunes officiers progressistes de quelques organisations plus ou moins communistes et de quelques comités de défense de la Révolution (CDR) pratiquement transformés en milice. Cette situation a progressivement réduit les masses à l'état de spectateurs lointains d'un théâtre dont elles n'entendaient plus que des chuchotements confus et difficilement compréhensibles.

avènement du Front Populaire et du processus de rectification du tournant démocratique des événements du 15 octobre 1987, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la Révolution en renouant avec une pratique effectivement révolutionnaire, c'est à dire celle démocratique qui associe et responsabilise réellement les masses populaires. Voilà pourquoi le Front Populaire inclut des

formations politiques (communistes ou non), des organisations politiques de masse, des paysans, des fonctionnaires, des élèves et des étudiants, des jeunes, des femmes et des soldats. Voilà aussi pourquoi nous avons libéré tous les prisonniers politiques, réaffectés à leurs postes tous les syndicalistes licenciés pour faits de grève et créé une structure de concertation permanente avec les travailleurs dénommée Convention Nationale du Travail (CNT). Nous nous sommes également efforcés d'améliorer les rapports avec nos voisins pour retrouver un climat de paix indispensable au succès de nos efforts d'édification révolutionnaire.

Camarades, au Front Populaire nous sommes ouverts aux échanges avec tous les révolutionnaires de par le monde pour faire avancer partout la démocratie et la révolution.

Je souhaite plein succès aux assises.

- Vive la solidarité des luttes anticolonialistes, anti-néo-colonialistes, antiracistes et antifascistes.

- Vive l'Internationalisme Révolutionnaire.

Etienne Traoré, membre de la Coordination du Front Populaire, responsable-adjoint de la commission des relations internationales du Front Populaire.

Je vous remercie.

Parti Africain pour l'Indépendance (Burkina Faso)

Camarades,

Permettez-moi au nom du Parti Africain de l'Indépendance, de ses militants et de ses instances dirigeantes de vous remercier pour l'honneur que vous nous faites, en nous invitant à votre présent Congrès.

C'est pour nous, une joie immense d'être parmi vous.

En effet, les rapports entre le Parti Socialiste Unifié et le Parti Africain de l'Indépendance du Burkina-Faso sont excellents. Notre parti, ses militants, ont pu apprécier la hauteur et la qualité de ces relations, lorsque, sous le régime de Thomas Sankara, ils étaient arrêtés, torturés, pourchassés et lorsque des attaques en règle étaient dirigées contre notre parti, dont le but était de le liquider. Camarades, pendant cette période, notre parti, ses militants et notamment au-delà du Parti Africain de l'Indépendance, ont trouvé

auprès du Parti Socialiste Unifié, au travers de son secteur international, un très grand appui, une prise de position courageuse, qui se distinguait des comportements de divers milieux dont la préoccupation essentielle était de passer pour proches de Thomas Sankara.

Camarades, votre congrès se tient dans un contexte particulièrement actif sur le plan international et agité en France.

Cela nous permet de penser que votre 17ème Congrès revêt une importance capitale pour l'avenir du PSU. Notre souhait est qu'il se déroule dans de bonnes conditions et qu'il soit un grand succès.

Camarades, nous vous souhaitons pleins succès aux travaux de votre 17ème Congrès.

Vive la solidarité, entre nous deux partis, Vive la solidarité internationale.

Les motions votées par le congrès

Pour un pluriculturalisme assumé (motion présentée par la commission immigrés)

101 Maliciens expulsés à Rosny (93), un ressortissant algérien assassiné à Pantin (93), Malik Oussekiné assassiné à Paris, 19 immigrés tués lors d'incendies criminels à Paris... Le PSU dénonce le climat raciste qui s'est instauré en France, encouragé par les propos de l'extrême droite et de la droite extrême ainsi que par certaines mesures gouvernementales.

La jeunesse vient de nous montrer qu'elle avait su réaliser son unité dans le respect de sa diversité. Elle a réussi ainsi à établir un rapport de forces qui a contraint le gouvernement à reporter la discussion du projet de réforme du code de la nationalité.

La société française dans son ensemble doit prendre conscience et assumer cette diversité.

Certains, jouant sur les ressentiments historiques (des croisades à la guerre d'Algérie), sur des difficultés économiques, en profitent pour proposer une politique qui, à défaut de pouvoir être raciste, reprend de vieux thèmes, « un peuple, une culture, une foi... ». Et pourquoi pas un chef ?

D'autres, pour glaner des voix qui leur échappent à leur aile, pour profiter de l'occasion qui leur est donnée, dans un climat de désorientation politique, de diviser les couches les plus défavorisées (« couches laborieuses, couches dangereuses »), reviennent sur des droits qui semblaient acquis définitivement : carte de dix ans, code de la nationalité.

Au-delà de leurs effets immédiats, ces mesures conduisent, par aveuglement partiel, au contraire du résultat qu'elles prétendent rechercher. Ce n'est pas en frappant de suspicion certaines catégories de Français

(ayant obtenu la nationalité par le droit du sol), en fabriquant des étrangers destinés à rester sur le territoire national (limités à l'accession à la nationalité), en précarisant la situation des étrangers (nouvelle loi sur l'entrée et le séjour), ce n'est pas en créant des communautés de sans-droit que progressent et l'intégration et la démocratie. Bien au contraire.

C'est pourquoi le PSU se doit de faire du pluriculturalisme un de ses axes principaux de réflexion et d'intervention pour les mois et les années à venir. Il n'est pas possible de se contenter de proclamer la chance, la richesse de la diversité culturelle... Il faut aller plus loin :

— entreprendre et faire connaître une réflexion sérieuse sur les effets du pluriculturalisme sur la société française, revisiter d'un œil neuf l'histoire, l'enseignement, la laïcité, les institutions, la vie quotidienne... afin de voir ce qui est l'essentiel (qu'il faut conserver, développer) et ce qui est le fait de circonstances historiques :

— approfondir la démocratie en reconnaissant le droit de citoyenneté aux non nationaux, en facilitant l'accès libre à la nationalité des jeunes issus de l'immigration, en élargissant les droits de l'homme (droit au bilinguisme, Conseil consultatif des communautés de France).

Rien ne serait plus dangereux que de rejeter les jeunes qui frappent à la porte de la société française au nom de ses propres valeurs. Le PSU se doit de développer une réflexion et des actions qui ne peuvent que renforcer les couches sociales qui feront la société de demain.

• Adopté à l'unanimité.

Sur le code de la nationalité

Le 16^e congrès du PSU se félicite du report par le gouvernement de la discussion sur le projet de réforme du Code de la nationalité, obtenu à la suite de la mobilisation du mouvement étudiant et lycéen, de toutes les autorités morales ou spirituelles, d'une large fraction du mouvement associatif, syndical ou politique (notamment les 157 organisations dont le PSU).

Le PSU rappelle sa ferme opposition à toute modification du Code qui ne peut conduire qu'à l'exclusion d'une partie de la jeu-

nesse de France au moment même où, à travers sa participation à la vie sociale, culturelle, syndicale du pays, elle montre son désir profond d'intégration à la construction d'une France pluriculturelle. En conséquence le PSU demande le retrait du projet.

Le PSU fera de la lutte contre ce projet de réforme une de ses priorités pour les mois à venir et soutiendra toute initiative allant dans le même sens.

• Adopté à l'unanimité.

Sur le mouvement des étudiants

Le PSU réuni en congrès à Bourg-en-Bresse les 12, 13 et 14 décembre 1986 tient à exprimer sa solidarité totale aux jeunes victimes des violences policières et à leurs familles, notamment les familles de Malik

Oussekiné, François Rigal, Jérôme Duval, Patrick Berthet. Il appelle à soutenir les efforts entrepris pour que la vérité soit établie, que les responsabilités soient déterminées et que justice soit faite en vue de lutter

contre les atteintes intolérables à la démocratie.

Il appelle à exprimer concrètement la solidarité au « Comité des familles et de solidarité aux victimes des violences policières ».

Le congrès du PSU demande la démission de Charles Pasqua et la dissolution de la « brigade des voltigeurs ».

Le PSU apprécie d'autre part à leur juste valeur les déclarations courageuses de Bernard Deleplace, secrétaire de la Fédération autonome des syndicats de police.

• Adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

1. « Comité des familles et de solidarité aux victimes des violences policières », c/o Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris. (Dons à adresser au CCP de la Ligue des droits de l'homme, CCP 218 25D Paris, avec mention « Comité des victimes ».)

Sur l'Euskadi Sud

Euskadi Sud, dans lequel l'Etat espagnol refuse d'inclure la Navarre, vient d'exprimer, par les urnes, son refus du centralisme et son désir d'autonomie.

Ne tenant compte ni des exactions du GAL ou des groupuscules liés à certaines droites françaises, ni des rapports d'Amnesty International sur la torture pratiquée par la police espagnole, les gouvernements français extradent de nombreux réfugiés basques, les mettant en danger de torture en Espagne, ou les expulsent en Afrique ou en Amérique.

Le 16^e congrès du PSU demande :

- que soit mis fin à ces extraditions et expulsions ;
- que soient respectés les droits de libre circulation des Européens, donc des Basques en Europe ;
- que cela se traduise par l'aide effective à tous les Basques menacés.

• Adopté à l'unanimité moins 3 abstentions et 2 refus de vote.

Sur les acquis sociaux et le droit à la santé

Le PSU dénonce la politique actuelle qui met en danger les acquis sociaux obtenus au prix de longues luttes par les travailleurs et la dégradation du droit à la santé qui touche essentiellement les plus défavorisés.

Une mobilisation est nécessaire dans le domaine de la santé et de l'action sociale où toutes les lois visant à la privatisation de ces secteurs se font sans grand retentissement dans les organisations politiques, les médias, et même dans certains syndicats.

• Adopté à l'unanimité moins 2 contre, 2 abstentions, 3 refus de vote.